

## **FONDATION SAINT JEAN**

Fondation Reconnue d'Utilité Publique suivant Ordonnance Impériale du 28 Mai 1885  
Siège social : 6, Rue du Général Metman – 57070 METZ

---

### **- RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS** **Exercice clos le 31 décembre 2024**



## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Au Conseil d'Administration de la Fondation Saint Jean,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la « FONDATION SAINT JEAN » relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations suivantes les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant

**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels au 31 Décembre 2024**  
**« Fondation Saint Jean »**

toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité de l'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Thionville,  
Le 23 Avril 2025

Pour NEXIOM AUDIT

**Franck PIQUARD**  
*Commissaire aux Comptes*



**Bilan**

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Constructions	2 803 232	1 765 536	1 037 696	797 296
Installations techniques, matériel et outilla	342 993	279 959	63 034	80 156
Autres immobilisations corporelles	534 344	353 543	180 801	171 507
Immobilisations financières				
TIAP & autres titres immobilisés	46		46	46
Prêts	11 390		11 390	17 000
<b>Total I</b>	<b>3 692 005</b>	<b>2 399 039</b>	<b>1 292 966</b>	<b>1 066 006</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks				
Avances et acomptes versés sur comman	5 000		5 000	2 550
Créances				
Autres créances	171 617		171 617	14 306
Divers				
Valeurs mobilières de placement	439 048		439 048	437 280
Disponibilités	1 450 305		1 450 305	1 479 140
Charges constatées d'avance	1 344		1 344	3 662
<b>Total II</b>	<b>2 067 314</b>		<b>2 067 314</b>	<b>1 936 938</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>5 759 319</b>	<b>2 399 039</b>	<b>3 360 281</b>	<b>3 002 944</b>

**Bilan**

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>1 299 347</b>	<b>1 253 618</b>
Première situation nette établie	303 013	303 013
Dotations non consommables	827 457	781 728
Autres fonds propres sans droit de reprise	168 876	168 876
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>118 098</b>	<b>131 487</b>
Autres fonds propres avec droit de reprise	118 098	131 487
<b>Réserves</b>		
Report à nouveau	765 067	873 097
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>172 617</b>	<b>-121 416</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>2 355 129</b>	<b>2 136 786</b>
Provisions réglementées	199 602	44 000
<b>Total I</b>	<b>2 554 731</b>	<b>2 180 786</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	118 021	112 771
Provisions pour charges	189 545	162 581
<b>Total III</b>	<b>307 565</b>	<b>275 352</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	49 162	133 695
Dettes fiscales et sociales	385 322	355 532
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 343	14 156
Autres dettes	40 157	43 422
<b>Total IV</b>	<b>497 984</b>	<b>546 806</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>3 360 281</b>	<b>3 002 944</b>

## Compte de fonctionnement

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>					
Ventes de biens et de services	1 200		2 650		-1 450
Ventes de prestations services	1 200	0,03	2 650	0,08	-1 450
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>3 703 508</b>		<b>3 347 073</b>		<b>356 435</b>
Concours publics et subventions d'exploita	3 702 608	99,94	3 347 073	99,92	355 535
Ressources liées à la générosité du public	900	0,02			900
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts	102 186	2,76	171 684	5,13	-69 498
Autres produits	8 960	0,24	2 282	0,07	6 677
<b>Total I</b>	<b>3 815 854</b>	<b>103,00</b>	<b>3 523 689</b>	<b>105,19</b>	<b>292 165</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>					
Autres achats et charges externes	685 523	18,50	837 181	24,99	-151 657
Aides financières	2 630	0,07	3 030	0,09	-400
Impôts, taxes et versements assimilés	188 519	5,09	182 314	5,44	6 206
Salaires et traitements	1 685 010	45,48	1 679 136	50,13	5 874
Charges sociales	714 150	19,28	668 255	19,95	45 896
Dotations aux amortissements et aux dépr	145 168	3,92	149 237	4,46	-4 069
Dotations aux provisions	75 386	2,03	101 599	3,03	-26 213
Autres charges	2 340	0,06	264	0,01	2 075
<b>Total II</b>	<b>3 498 728</b>	<b>94,44</b>	<b>3 621 015</b>	<b>108,10</b>	<b>-122 288</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>317 126</b>	<b>8,56</b>	<b>-97 327</b>	<b>-2,91</b>	<b>414 453</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>					
Autres intérêts et produits assimilés	41 407	1,12	8 954	0,27	32 453
<b>Total III</b>	<b>41 407</b>	<b>1,12</b>	<b>8 954</b>	<b>0,27</b>	<b>32 453</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>					
<b>Total IV</b>					
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>41 407</b>	<b>1,12</b>	<b>8 954</b>	<b>0,27</b>	<b>32 453</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)</b>	<b>358 533</b>	<b>9,68</b>	<b>-88 373</b>	<b>-2,64</b>	<b>446 906</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>					
Sur opérations en capital			20 000	0,60	-20 000
Reprises provisions, dép., et transferts de	44 000	1,19			44 000
<b>Total V</b>	<b>44 000</b>	<b>1,19</b>	<b>20 000</b>	<b>0,60</b>	<b>24 000</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>					
Sur opérations de gestion			28 476	0,85	-28 476
Sur opérations en capital			14 206	0,42	-14 206
Dot. amortissements, aux dépréciations et	229 917	6,21	10 361	0,31	219 556
<b>Total VI</b>	<b>229 917</b>	<b>6,21</b>	<b>53 044</b>	<b>1,58</b>	<b>176 873</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-185 917</b>	<b>-5,02</b>	<b>-33 044</b>	<b>-0,99</b>	<b>-152 873</b>
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>3 901 261</b>	<b>105,31</b>	<b>3 552 643</b>	<b>106,06</b>	<b>348 618</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI)</b>	<b>3 728 644</b>	<b>100,65</b>	<b>3 674 059</b>	<b>109,68</b>	<b>54 586</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>172 617</b>	<b>4,66</b>	<b>-121 416</b>	<b>-3,62</b>	<b>294 033</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA</b>					
<b>TOTAL</b>					
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO</b>					
<b>TOTAL</b>					

# COMPTES ANNUELS

2024

Annexe





## Règles et méthodes comptables

Désignation : FONDATION SAINT JEAN

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 3 360 281 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 172 617 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 11/04/2025.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis en conformité avec le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 à jour des différents règlements complémentaires, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 modifié, relatif au plan comptable général.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

## Règles et méthodes comptables

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : 30 à 50 ans
- \* Agencements des constructions : 10 à 50 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 15 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

Engagements Sociaux :

Changement de réglementation

La Fondation s'est placée sous la méthode ANC 2021 concernant le calcul des Indemnités de Fin de Carrière depuis la clôture des comptes au 31/12/2021.

Engagements de retraite

Au 31 décembre 2024, les engagements de retraite ont été évalués conformément aux normes préconisées par le CNC avec une évaluation actuarielle des prestations accordées ; ces engagements s'élèvent à : 169 089 € (162 358 € pour la MECS et 6 731 € pour les FA)

Les indemnités probables à verser dans les 5 ans s'élèvent à 57 912 €

Les indemnités probables à verser dans les 10 ans s'élèvent à 219 124 €

Ces engagements de retraite sont provisionnés dans les comptes de la Fondation à hauteur des montants détaillés ci-dessus.

Fonds Propres :

Un conseil du 15 décembre 2017 a réaffecté les fonds propres selon les dispositions applicables aux MECS pour pouvoir différencier la gestion propre de la gestion contrôlée pour les tiers financeurs. Nous rappelons que la Fondation était sous CPOM d'une durée de 3 ans à compter de sa prise d'effet le 1er Janvier 2016.

Provisions

Les provisions sont constituées pour faire face aux coûts relatifs aux risques et charges en cours.

Des licenciements ont eu lieu sur l'exercice 2021, ces derniers ont fait l'objet de recours prud'homaux. Une provision a été constituée sur ces litiges avec un pourcentage de risque et sur la base des éléments des demandes formulées.

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	1			1
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 792 659	338 848	328 276	2 803 231
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	346 726		3 733	342 993
- Installations générales, agencements aménagements divers	117 584			117 584
- Matériel de transport	219 930			219 930
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	168 241	38 890	10 300	196 831
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>3 645 140</b>	<b>377 738</b>	<b>342 309</b>	<b>3 680 569</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	46			46
- Prêts et autres immobilisations financières	17 000		5 610	11 390
<b>Immobilisations financières</b>	<b>17 046</b>		<b>5 610</b>	<b>11 436</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>3 662 185</b>	<b>377 738</b>	<b>347 919</b>	<b>3 692 005</b>

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 995 364	98 449	328 276	1 765 536
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	266 569	17 122	3 733	279 959
- Installations générales, agencements aménagements divers	22 982	15 893		38 876
- Matériel de transport	177 912	1 935		179 848
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	133 352	11 768	10 300	134 819
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2 596 180</b>	<b>145 167</b>	<b>342 309</b>	<b>2 399 039</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>2 596 180</b>	<b>145 167</b>	<b>342 309</b>	<b>2 399 039</b>



## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 184 351 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	11 390		11 390
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	171 617	171 617	
Charges constatées d'avance	1 344	1 344	
<b>Total</b>	<b>184 351</b>	<b>172 961</b>	<b>11 390</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### Produits à recevoir

	Montant
INTERETS COUR. A RECEVOIR	51 284
<b>Total</b>	<b>51 284</b>

## Notes sur le bilan

### Provisions

#### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	275 352	78 548	46 336		307 565
<b>Total</b>	<b>275 352</b>	<b>78 548</b>	<b>46 336</b>		<b>307 565</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		75 386	46 336		
Financières					
Exceptionnelles					

Les provisions à la fin de l'exercice sont ventilées de la manière suivante :

- provisions pour stages pour un montant de 20 455 €
- provisions pour IFC pour un montant de 169 089 €
- provisions pour litiges en cours pour un montant de 118 020 €

Une provision pour renouvellement des immobilisations avait été constituée à hauteur de 24 183€ au 31/12/2019 ; les travaux ont été réalisés en 2022. Une nouvelle provision est constituée au 31/12/2022 à hauteur de 44 000€ afin de réaliser en 2023 des travaux de mises aux normes de l'escalier et de la centrale incendie.

Ces travaux ont été réalisés en 2024.

Une nouvelle provision a été constituée au 31/12/2024 à hauteur de 199 602 €.

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 497 984 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	49 162	49 162		
Dettes fiscales et sociales	385 322	385 322		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 343	23 343		
Autres dettes (**)	40 157	40 157		
<b>Total</b>	<b>497 984</b>	<b>497 984</b>		

#### Charges à payer

	Montant
FOURN.FACT.NON PARVENUE	10 167
FOURN IMMO - FNP	23 343
DETTE PROV. CONGES A PAYER	144 738
AUTRE CHARGE A PAYER	7 429
CHARGE SOCIALE SUR CP A PAYER	74 333
AUTRE CHARGE A PAYER	3 820
CHARGES A PAYER	12 681
<b>Total</b>	<b>276 511</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGE CONSTATE D AVANCE	1 344		
<b>Total</b>	<b>1 344</b>		

**FONDATION SAINT JEAN**

Fondation Reconnue d'Utilité Publique suivant Ordonnance Impériale du 28 Mai 1885  
Siège social : 6, Rue du Général Metman – 57070 METZ

---

**- RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES SUR LES  
COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024**  
**Sur les conventions visées à l'article L.612-5 du Code de Commerce**





**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES  
SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2023**

Au Conseil d'Administration de la Fondation Saint Jean,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Fondation, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.



**Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant**

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé

**Rémunérations des dix cadres dirigeants les mieux rémunérés en application de l'article L. 313-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles**

La rémunération de Monsieur LAMM Jean Christophe, Directeur, visée par l'article L. 3111-2 du Code du travail s'élève à 74.822, 23 euros bruts pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Fait à THIONVILLE  
Le 23 avril 2025

Pour NEXIOM AUDIT

**Franck PIQUARD**  
Commissaire aux Comptes